

Consigne-**Étape1 - Analyser** (*travail individuel*)

Documents : Carl Bouchar, « Le moment Wilson », Vincent Laniol « La conférence de la Paix de 1919 ».

- 1- Y a-t-il un héritage westphalien dans les idées de Woodrow Wilson ?
- 2- Comment Woodrow Wilson voit-il l'établissement de la paix à l'issue de la 1^{ère} GM ?
- 3- Comment les Européens le perçoivent-ils, perçoivent-ils ses idées / propositions ?
- 4- Quel(s) engagement(s) les Européens sont-ils prêts à faire pour établir la paix en Europe ?
- 5- Quelle paix est proposée / pensée à la Conférence de Versailles ?
- 6- En quoi la paix établie à l'issue de la Conférence de Versailles est-elle novatrice ?
- 7- Pourquoi la paix établie à l'issue de la Conférence de Versailles est-elle fragile ?

Étape2 - Mettre en perspective (*travail de groupe*)

- 8- Sélectionnez, hiérarchisez les informations sur la mise en place de la paix en Europe, ses acteurs, ses difficultés.

« En 1918, après quatre années d'une guerre qui a déchiré le continent, emporté des empires centenaires et ruiné l'ordre traditionnel des sociétés, les Européens espèrent voir émerger des solutions nouvelles. Dans l'Europe nouvelle qui sortira du conflit, elles doivent remplacer la pratique diplomatique défailante – le Concert européen – qui a engendré la guerre, et empêcher définitivement son retour. Un homme incarne cet espoir : le président des États Unis, Woodrow Wilson (1856-1924). Il représente des valeurs traditionnelles de la rhétorique diplomatique – le droit, la morale et la justice – mais promeut aussi de nouvelles notions dans les relations internationales : l'autodétermination des peuples, la démocratie, le primat de l'humanité sur les intérêts nationaux et l'établissement de nouveaux cadres pour la diplomatie, au moyen non pas de l'équilibre des puissances mais d'une communauté de puissances.[...]

La sortie de la Première Guerre mondiale est ainsi marquée par un « moment » Wilson,[...qui] génère une vague d'espérance immense, alors que les peuples européens en ressentent cruellement le besoin.[...] Les années 1916 et 1917 sont celles d'un engagement de plus en plus prononcé au niveau international, une forme de neutralité active au nom d'un idéal. Il soutient à cet égard, en mai 1916, la proposition de la *League to Enforce Peace* de créer une organisation internationale chargée de la résolution des conflits, une fois la guerre achevée. En janvier 1917, son important discours de la « Paix sans victoire » choque certains et en ravit d'autres en Europe : (...) Wilson déclare qu'il ne peut y avoir de stabilité dans l'après-guerre si les vainqueurs humilient le vaincu.[...] C'est également dans ce discours que Wilson expose les prémices de ce qui formera, un an plus tard, ses célèbres « Quatorze points ». L'entrée des États-Unis dans la mêlée européenne, le 6 avril 1917, marque un point de bascule dans la guerre. Elle constitue aussi un jalon de la légende wilsonienne : le président apparaît aux yeux des Européens comme celui qui pourra débloquer la situation, enlisée depuis l'hiver 1914.[...]

À l'automne 1918, le monde entier connaît Wilson : il se présente désormais comme celui qui défend l'intérêt de l'humanité, sous-entendant ainsi que les hommes d'État européens défendent, quant à eux, des intérêts moins nobles. Quelques semaines après l'armistice, Wilson annonce qu'il se rendra à Paris pour la conférence de la Paix. Pour la première fois, un président des États-Unis en exercice foulera le sol européen, c'est dire à quel point l'événement revêt un caractère exceptionnel. Le président américain débarque à Brest le 13 décembre 1918. Travaillée par la presse depuis 1917, la France est en liesse. À Paris, où il arrive en train le lendemain, un million de personnes l'acclament : le sauveur de l'humanité est là. Il se rend ensuite brièvement en Italie, où on l'accueille comme le nouveau messie puis en Angleterre qui vit, elle aussi, à l'heure wilsonienne. La réputation d'humanité, de générosité, de bienveillance, de puissance du président[...] pour les uns un prince(...); pour les autres, un confident(...); pour d'autres encore, il est un homme politique d'un genre nouveau, avec qui l'on peut discuter directement des enjeux mondiaux ; pour les nationalistes, il est celui qui les délivrera du joug impérial. L'espoir généré par Wilson en Europe est immense. Avec lui, forcément, le risque immense de la déception.[...]

Pourtant, la vague wilsonienne de 1919 est riche d'enseignements. Le premier que l'on peut tirer est qu'il s'inscrit dans un profond processus de réflexion sur les moyens de pacifier les relations internationales.[...] Le second enseignement est lié à la guerre elle-même. À l'est, le communisme[...]. À l'ouest, le wilsonisme (...)seul horizon offert aux peuples européens qui ne passe pas par la violence révolutionnaire et regarde au-delà de la simple victoire militaire[...]. Pour les disciples européens de Wilson, il doit naître de cette guerre absurde, destructrice et cruelle un monde renouvelé, diffé-

rent. Replaçons-nous en 1919, après plus de dix millions de morts : comment ne pas être happé par cette promesse ? [...] est bien de là que la désillusion qui caractérise l'après-guerre tire ses origines. »

Source : Carl Bouchard, « Le moment Wilson », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe*, 23/06/20, consulté le 15/11/2024.

« Première rencontre diplomatique à réunir autant de pays provenant de tous les continents (vingt-sept États, quatre dominions britanniques et l'Inde), la conférence de la Paix de 1919 est chargée de mettre un terme diplomatiquement à la Première Guerre mondiale. Initialement ouverte le 18 janvier 1919, la conférence de Paris et de Versailles clôture ses travaux le 21 janvier 1920 avant de se transformer en une conférence des ambassadeurs installée à Paris et une conférence interalliée itinérante (Londres, San Remo, etc.). Le programme de cette conférence est le plus vaste jamais connu. [...] À la différence des conférences antérieures, seules les délégations des Alliés et Associés sont présentes dans un premier temps. Elles se réunissent en un Conseil des Dix rassemblant les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères des cinq « puissances à intérêts généraux » (France, Royaume-Uni, États-Unis, Italie et, avec des ambassadeurs, le Japon). Ce conseil se révèle ampoulé dans son organisation et ne permet pas aux « Grands » de faire aboutir les discussions en janvier-mars 1919.[...]

Néanmoins, les discussions du Conseil des Dix sont marquées par l'absence de prise de décision et par les longues auditions des desiderata des représentants des États aspirant à la reconnaissance internationale.[...] À la fin du mois de mars, seules les clauses militaires de la future paix ont été décidées : interdiction du service militaire en Allemagne, armée limitée à 100 000 hommes, interdiction de reconstituer l'armée blindée et l'aviation, démilitarisation de la rive gauche du Rhin.[...] À la fin mars, Lloyd George rédige avec ses conseillers le fameux mémorandum de Fontainebleau destiné à mettre en garde ses homologues contre les dangers d'une paix trop dure à l'égard de l'Allemagne. Il enjoint également à ses collègues de se réunir en petit comité, pour plus de discrétion et plus d'efficacité. Le Conseil des Quatre rassemblant Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando se réunit quasiment sans discontinuer du 24 mars au 28 juin 1919, deux fois par jour. C'est cet organe directeur qui décide de l'essentiel des clauses du futur traité avec l'Allemagne [...là où] les divisions interalliés explosent : à la fin mars, Wilson s'oppose fermement aux prétentions françaises sur la Sarre exprimées par Clemenceau.[...]

Néanmoins, à la mi-avril, l'essentiel du compromis rhénan et de l'accord sur le statut de la Sarre est scellé : Clemenceau obtient une occupation de la rive gauche du Rhin de quinze années en échange de la promesse d'un retrait anticipé en cas de bonne application du traité par l'Allemagne.[...] Clemenceau remporte également un traité de garantie des puissances anglo-saxonnes en cas d'attaque allemande et la propriété des mines de la Sarre sous un régime international du territoire pour quinze ans.[...]

Après un échange de notes entre Américains et Allemands, le 5 novembre 1918, les Alliés acceptent, selon une logique contractuelle avec les Allemands, de faire reposer la future paix sur la base des quatorze points de Wilson et de ses discours de l'année 1918 à deux réserves près (le point sur la liberté des mers est refusé et le principe des réparations mieux affirmé). La délégation allemande menée par Brockdorff-Rantzau voit dans les clauses du traité présentées le 7 mai 1919 une liste de violations de cet « accord pré-armistice » et des mesures humiliantes.[...] Outre la perte de territoires (Alsace-Lorraine, Schleswig, Poznanie et corridor de Dantzig, colonies), la signature du « chèque en blanc » des réparations, les Allemands critiquent les « articles infamants » qui prononcent la mise en jugement de Guillaume II.[...] L'interdiction de l'*Anschluss* est, elle, ressentie comme une violation du droit des peuples. L'absence de négociations orales avec les Alliés, de liberté de mouvement pour la délégation allemande et la signature du traité le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces achèvent de faire du traité un *Diktat* pour l'opinion allemande. Les Alliés continuent après juin, sous la houlette d'un Conseil des chefs de délégation, de préparer les autres traités, celui de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche signé le 10 septembre, qui ramène celle-ci à ses parties germanophones, et celui de Neuilly avec la Bulgarie, conclu le 27 novembre, qui l'ampute de la Thrace occidentale et de parties de la Macédoine.[...]

L'historiographie tant française qu'anglo-saxonne tend désormais à être moins sévère avec la conférence de Paris et ses acteurs obligés de faire des compromis et de tenir compte d'opinions surchauffées par la guerre. On tend également à mettre en avant la dynamique des clauses des traités et les éléments novateurs de l'ordre versaillais qui en font aussi une nouvelle étape du droit international à travers la SDN, l'Organisation internationale du travail (OIT) et le droit des minorités.»

Source: Vincent Laniol, «La conférence de la Paix de 1919», *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe*, 22/06/20, consulté 15/11/2024